

À la guerre économique comme à la guerre

À peine le gouvernement évoquait-il en 2013 une baisse du budget de l'armée que les auteurs du *Livre blanc de la Défense* venaient à sa rescousse : « Les dépenses de défense irriguent la partie de notre tissu industriel la plus riche en entreprises innovantes dans la recherche et développement, la plus compétitive à l'exportation et la plus performante en termes de créations d'emplois. [...] La délégation générale à l'armement [...] est le premier acheteur public et constitue l'outil de politique industrielle le plus puissant entre les mains de l'État. Le programme "d'équipement des forces" représente à lui seul plus des deux tiers des dépenses d'investissement de l'État français. »¹ Réclamez une politique de relance et d'emplois, soutenez l'armée !

Notre démonstration de l'armée au pouvoir pourrait s'arrêter là. Mais précisons. L'armée française n'a pas besoin de s'engager au Mali, en Centrafrique ou en Syrie pour que l'expression « économie de guerre » soit une réalité, et non un effet rhétorique. Avec 31,4 milliards d'euros, la Défense est le troisième budget de l'État, et les 12 milliards attribués par sa Direction générale à l'armement à la Recherche en font le premier investisseur public.² C'est-à-dire que l'armée impulse de nouvelles technologies, de nouveaux marchés, pense ce que l'on consommera demain. Elle est le maître de notre confort quotidien. Voilà ce qui manque aux mouvements « anti-guerre » qui naissent et qui meurent selon les aléas géopolitiques : la critique de l'économie de guerre. Mais peut-être la soutiennent-ils dès qu'un contrat d'armement crée des emplois ou sauve un site industriel, comme dernièrement chez Dassault ou DCNS (les sous-marins nucléaires bretons).

L'invention de la « Big Science »

Le concept est américain. Il traduit l'alliance de l'armée et de l'économie. Le 10 mai 1940, Roosevelt appelle à la mobilisation générale des savants pour la défense de « la science, la culture, la liberté américaine et la civilisation. » Il crée le 28 juin 1940 le *National Defense Research Committee* chargé d'orienter la recherche scientifique vers ses fins guerrières. Les historiens parlent de « Big science » : la supériorité militaire se gagnant par une supériorité sur le plan technique (armement, transmission, aéronautique), le terrain scientifique devient le premier théâtre d'opération. Guerre et économie sont les deux faces d'une même puissance industrielle et nationale. Ce que les mathématiciens du groupe « Survivre et Vivre », pendant la guerre du Vietnam, rejetaient en

¹ Jacques Gautier (UMP) et Daniel Reiner (PS), *Le Monde*, 21 mars 2013.

² *Le Monde*, 12 novembre 2013.

démissionnant de leurs labos.³ Ce que ne feront jamais ceux de l'Institut National de Recherche en Informatique et Automatique du campus de Villeneuve d'Ascq, pour prendre un exemple local.

Complexe industrialo-militaire, l'expression se dit dans les deux sens. Pendant la deuxième guerre mondiale, les agents secrets américains (des militaires donc) renseignaient les équipes de recherche sur la bombe atomique en espionnant les laboratoires ennemis. Ils en tireront un nucléaire « civil ». Avec la chute du bloc soviétique et de la menace rouge, les services de renseignement s'orientent vers une guerre plus strictement industrielle. Dans le cas hexagonal, l'espionnage industriel s'accélère avec l'arrivée de Mitterrand au pouvoir : pour résorber le chômage de masse, dit-il, la compétitivité des entreprises françaises se gagne par leur indépendance techno-scientifique face aux États-Unis⁴. Exemple : la DGSE met à disposition des industriels français, dans une pièce sécurisée de son siège parisien du Boulevard Mortier à Paris, des documents commerciaux confidentiels dérobés grâce à ses armes d'interception électronique. Ils sont une aide conséquente pour remporter des appels d'offre internationaux.⁵ Quelques jours avant la médiatisation par Snowden de l'espionnage industriel opéré par la NSA et la DGSE, un rapport présenté à l'Assemblée nationale encourageait cette mise à disposition des savoir-faire militaires en matière d'espionnage économique.⁶

Les bases militaires de notre confort

Revenons au dernier *Livre blanc de la Défense et de la sécurité nationale*. C'est le document de stratégie militaire commandé par François Hollande à son arrivée à l'Élysée. Considérations démographiques, état de la francophonie dans le monde, alliances et menaces géostratégiques, potentiel industriel, scientifique, militaire, ce petit ouvrage est d'une limpidité déconcertante quant aux moyens donnés à l'armée pour protéger les « intérêts vitaux de la Nation » : « Le potentiel scientifique et technique de la Nation est constitué de l'ensemble des biens matériels et immatériels propres à l'activité scientifique fondamentale et appliquée au développement technologique. Les tentatives d'atteintes à ce potentiel [...] sont susceptibles de nuire aux intérêts économiques de la Nation. » Centrales nucléaires, centres de recherche, barrages hydrauliques, usines SEVESO, tout ce qui fait notre quotidien.

Pas étonnant alors que les allers et retours entre le « civil » et le « militaire » soient légion. En fin d'année 2013, le directeur technique de la DGSE (le chef des interceptions électroniques) Bernard Barbier passait

³ *Survivre et vivre*, coordonné par Céline Pessis, L'échappée, 2014.

⁴ *Histoire politique des services secrets français*, Roger Faligot, Jean Guisnel, Remi Kauffer, La Découverte, 2012.

⁵ « Espionnage : Paris en pointe dans la guerre de l'ombre entre alliés », *Le Monde*, 5 juillet 2013.

⁶ Rapport sur l'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement, Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère, 14 mai 2013.

à l'entreprise d'informatique SOGETI. Il était remplacé par le patron de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information, petite NSA à la française. Celui-ci était en concurrence avec un cadre d'Orange et un autre de la DGSE, devenu patron de la sécurité chez Bull après avoir occupé ces mêmes fonctions à France Télécom.⁷ Dans le civil ou le militaire, le public ou le privé, ils exercent le même métier : la guerre de l'économie.

Laisser à la tête de l'État, au 21^{ème} siècle, un général ou un maréchal eût été vulgaire, passéiste, pour ne pas dire fasciste. Mais quand l'armée diffuse ses technologies, ses budgets de recherche et ses emplois à la société « civile », elle est objectivement au pouvoir. Une critique anti-militariste conséquente ne peut se limiter aux conflits géopolitiques si elle souhaite construire un monde sans guerre. Nuire aux intérêts scientifiques et techniques de la nation, voilà un projet de société débarrassé des bidasses.

TomJo , janvier 2017

⁷ *Le Monde*, 22 janvier 2014.